



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Ouverture de la 10^{ème} édition des Dialogues de l'Inclusion
et de la responsabilité sociétale des entreprises**

Discours de Bruno Le Maire,

ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance

Bercy

Jeudi 27 mai 2021

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Bonjour à tous.

D'abord, je veux saluer tous les présidents de société qui sont présents à cette table ronde, profiter de la présence de Stéphane Pallez pour le féliciter des résultats de la Française des Jeux et du succès de la privatisation de la Française des Jeux. Je sais que c'est un mot qui parfois choque certains. Je pense que cela ne choquera pas ceux qui ont fait le pari de cette privatisation, qui ont acheté des actions de la Française des Jeux et qui, aujourd'hui, en retirent tous les bénéfices.

Nous fêtons donc aujourd'hui les deux ans de la loi PACTE. Je pense que cette loi restera comme un des piliers et un des marqueurs forts du quinquennat du président de la République, parce que dans le fond, c'est cette loi qui ouvre la voie à un nouveau capitalisme pour lequel je plaide depuis maintenant plusieurs années. Plus responsable, plus respectueux de l'environnement.

Je sais que vous tous ici, vous y attachez beaucoup d'importance. Antoine Frérot s'est beaucoup engagé sur ce sujet depuis très longtemps. Plus respectueux de la parité femme/homme qui est pour moi un élément absolument clé de la redéfinition de ce que doit être ce capitalisme, et évidemment plus respectueux de l'environnement.

Dans le fond, dans cette période de sortie de crise, la loi PACTE prend tout son sens, parce que c'est dans les sorties de crise que nous faisons les choix stratégiques qui vont orienter la nation française pour les décennies à venir. On peut revenir au statu quo ante en se disant « *Ça y est, la crise est passée et on va faire comme avant* ». Ce serait une erreur politique et économique profonde. On peut à l'inverse dire que cette crise a montré un certain nombre de lacunes, de faiblesses et que nous allons les corriger.

Avant de revenir à la loi PACTE, je voudrais vous indiquer ce que, selon moi, sont les faiblesses que cette crise a montré et auxquelles il faut impérativement remédier.

La première faiblesse, c'est sur les chaînes de valeur. Nous devons relocaliser des chaînes de valeur en France et en Europe de manière plus générale. L'idée que, dans le fond, l'avenir économique, c'est à la répartition, à l'éclatement des chaînes de valeur partout à travers la planète, en se disant que la seule chose qui compte, c'est d'avoir le coût le plus faible possible et que si une pièce coûte 1 centime d'euro moins cher, mais qu'elle est produite 5 000 kilomètres plus loin, il vaut mieux la produire 5 000 kilomètres plus loin.

Cette idée-là est une idée fautive, c'est une erreur. Elle a entraîné des délocalisations depuis 30 ans en France. C'est la première chose sur laquelle nous voulons revenir.

Nous le faisons par exemple dans l'industrie automobile et je veux en remercier Jean-Dominique Senard en relocalisant des chaînes de valeur de l'industrie automobile qui va passer du thermique à l'électrique en France ou en Europe. Mais cette relocalisation industrielle est pour moi l'une des leçons majeures qu'il faut tirer de cette crise économique.

La deuxième, c'est que l'innovation est la clé. Dans un certain nombre de secteurs, il reste pour la France et pour l'Europe du terrain à rattraper. Nous avions avant la crise une croissance modeste, une croissance, pour ne pas dire faible, mais pour faire simple, « un peu à la va comme je te pousse ». Nous nous satisfaisions d'avoir une croissance très modeste là où la Chine ou les Etats-Unis avaient des taux de croissance beaucoup plus élevés.

La leçon que nous tirons, c'est qu'il faut que nous ayons un potentiel de croissance plus élevé au lendemain de la crise. Ce qui suppose plus d'investissement, plus d'innovation, plus de nouvelles technologies.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

C'est un des éléments clés. Je l'ai déjà indiqué à plusieurs reprises le plan de relance se déploie très bien, mais cela n'exclut pas de remettre un peu d'argent supplémentaire sur l'investissement et l'innovation à la rentrée.

Il ne s'agit pas de faire un deuxième plan de relance, il s'agit juste de dire : nous pouvons peut-être sur l'hydrogène, sur les questions de traitement des eaux et des déchets, qui sont des sujets extrêmement sensibles, sur la batterie électrique, sur l'intelligence artificielle, sur la 5G, sur les constellations, comme la constellation que propose Thierry Breton, en orbite basse, remettre un peu d'argent avec un seul objectif être aux meilleurs standards mondiaux pour faire jeu égal avec la Chine et avec les États-Unis, parce que l'enjeu stratégique est bien là pour l'Europe. Faire jeu égal avec la Chine et avec les États-Unis.

Enfin, deux dernières leçons qui nous ramènent à la loi Pacte.

La première, c'est que la croissance doit être une croissance verte. Il n'y a pas le choix. Nous sortons de plus d'un siècle et demi de croissance qui s'est faite au détriment de la planète, en exploitant les ressources de la planète, en se disant il y en aura toujours assez. Cette idée-là est révolue.

Nous pouvons avoir de la croissance qu'en protégeant la planète et si nous voulons conjuguer croissance et respect de la planète, la clé, c'est l'innovation. Il n'y en a pas d'autres. Sinon l'alternative, c'est la décroissance.

Bon courage à ceux qui vont expliquer la décroissance aux Français en leur expliquant concrètement ce que cela veut dire.

Bon courage à ceux qui vont dire aux Français qui sont touchés par le cancer qu'ils auront des traitements moins bons parce que nous renonçons à l'innovation.

Bon courage à ceux qui expliqueront aux Français qu'il faudra qu'ils laissent leur portable débrancher 5 heures par jour parce que nous manquons d'énergie.

Bon courage à ceux qui vont expliquer aux Français qu'ils ne pourront pas utiliser leur voiture pendant des plages horaires entières parce que nous avons renoncé à l'innovation et aux nouvelles technologies.

Bon courage à ceux qui expliqueront aux Français que nous n'enverrons plus de satellite d'observation de la planète et du climat parce que nous avons renoncé à l'innovation et aux nouvelles technologies.

La décroissance est une impasse. La seule alternative à la décroissance, c'est la croissance verte, fondée sur les nouvelles technologies et l'innovation. Les entreprises là-dessus, c'est elles qui ont le rôle clé à jouer.

Nous, État, nous définissons des normes. Nous mettons en place des incitations fiscales. C'est très important. La taxonomie verte est quelque chose de très important pour orienter les financements vers la croissance verte, mais au bout du compte, c'est vous qui décidez. C'est vous, les chefs d'entreprise, avec vos salariés, avec vos actionnaires, qui décidez.

Quand nous mettons en place la raison d'être ou pour aller un peu plus loin le statut de société à mission, c'est vous qui devez vous saisir de ces instruments. Nous, nous l'avons mis à votre disposition. Nous avons voté. Nous avons transcrit dans la loi, transcrit dans les codes français, mais c'est à vous de vous en saisir. C'est cela qui donnera, je crois, du sens à l'activité économique qui est la vôtre.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Je veux en remercier tout particulièrement Jean-Dominique Senard parce que c'est bien la preuve de la méthode qui était la nôtre, l'imbrication complète des entreprises avec le monde politique. Il n'y a pas d'opposition entre nous. Il y a une complémentarité.

C'est Jean-Dominique Senard avec Nicole Notat, à qui je rends hommage également, qui nous ont fait des propositions sur la raison d'être, les sociétés à mission, et nous avons retenu ces propositions.

J'ajouterais, retenu contre vents et marées, parce qu'aujourd'hui, nous avons un dialogue de l'inclusion de la responsabilité sociétale des entreprises, tout cela se passe très bien, c'est formidable, mais souvenons-nous des combats auxquels nous nous sommes trouvés confrontés, des oppositions radicales.

Nous allons tuer le capitalisme, nous allons ruiner l'économie française, nous allons conduire à leur perte les entreprises les plus profitables de France ; c'est à peu près ce que j'avais entendu à l'époque, il y a un peu plus de deux ans.

La réalité, c'est qu'une entreprise ne peut pas réussir, ne peut pas embaucher les meilleurs, ne peut pas attirer les jeunes si elle n'explique pas quelle est sa raison d'être. A quoi sert son travail, son profit, ses résultats ? Elle n'a aucune chance, demain, d'attirer les meilleurs à soi si elle renonce à donner le meilleur d'elle-même. C'est bien cela, la raison d'être, donner le meilleur de soi pour attirer les meilleurs à soi.

Je m'exprime devant Maurice Levy. Je crois que c'est le bon exemple de ce qu'il a fait depuis maintenant plusieurs décennies à la tête d'une des plus grandes entreprises de publicité du monde.

L'autre aspect de cette raison d'être et de ces entreprises, c'est la mission au-delà du respect de l'environnement qui est absolument clé parce qu'il définit notre modèle de croissance et notre modèle économique. C'est le respect des individus, des personnes et de ce que notre économie doit porter pour chacun. C'est à mon sens ce qui nous distingue du capitalisme chinois ou ce qui nous distingue du capitalisme anglo-saxon.

Là aussi, je vois une continuité entre PACTE, la crise que nous avons connue et la sortie de crise. PACTE a mis en place des indicateurs sur les écarts salariaux dans les entreprises et je reste convaincu que des écarts salariaux trop importants entre les salariés les plus modestes et les dirigeants des entreprises sont mauvais pour l'entreprise et mauvais pour la société.

La crise a montré que l'Europe voulait protéger ses salariés. Contrairement à d'autres continents, elle a fait le choix de la protection massive de ses salariés et de ses entreprises. Je rappelle que la plus grande dépense que nous ayons faite pendant cette crise, c'est pour l'activité partielle. C'est aussi au nom du respect de la personne ou du respect des salariés, du respect des compétences et des savoir-faire. Nous ne gâchons pas 10 ans, 15 ans, 20 ans d'expérience en renonçant à soutenir les salariés.

Nous avons fait, avec le président de la République, un choix différent en mettant en place le dispositif d'activité partielle le plus généreux en Europe. C'est une rupture complète par rapport à ce que faisait le capitalisme français. Cela existait outre-Rhin, cela existait en Allemagne le chômage partiel très protecteur. Cela n'existait pas en France. Nous l'avons créé à l'occasion de cette crise.

En sortie de crise, il faut se poser la même question qu'est-ce qu'attendent les salariés ? La croissance revient, les chiffres sont bons. Je vais vous dire ma conviction, ils vont même être très bons en 2021, sauf incident sanitaire, je reste prudent sur ce sujet-là, mais s'il n'y a pas d'incident sanitaire et pas de nouvelle vague à la rentrée de 2021, nous aurons un très bon chiffre de croissance en 2021.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

L'investissement est bien orienté, la confiance des ménages redémarre, la confiance des entrepreneurs est au plus haut depuis le début de la crise donc nous sommes dans la bonne direction.

Légitimement, les salariés vont dire mais cette croissance, en quoi est-ce que cela nous profite ? J'invite tous les entrepreneurs qui nous écoutent, tous les entrepreneurs qui ont fait le choix de cette raison d'être, tous les entrepreneurs qui sont favorables à ce capitalisme responsable que je défends depuis maintenant plusieurs années, à se poser cette question qu'est-ce que nous devons à nos salariés ? Que leur devons-nous en termes d'écoute, en termes de participation aux décisions ? Que leur devons-nous en termes de salaire et de rémunération ? Je pense en particulier aux salariés les plus modestes.

Je ne mésestime pas la compétition à laquelle vous faites face. Je sais bien que dans tous vos secteurs, cela peut être vrai chez Schneider, cela peut être vrai encore plus dans l'industrie automobile où la compétition est féroce, c'est vrai dans le traitement des eaux, la gestion des déchets ou là aussi la compétition chez Antoine Frérot est féroce.

Je sais bien que vous avez des compétiteurs qui sont eux aussi confrontés aux mêmes difficultés. Mais la solution ne peut pas être à chaque fois de dire « *Désolé, pour les salariés, ce n'est pas possible.* » Il faut faire attention à la juste rémunération des salariés. L'Etat a fait sa part du chemin.

Nous avons augmenté la prime d'activité, 10 milliards d'euros par an. 10 milliards d'euros chaque année dans le budget de l'Etat pour la prime d'activité des salariés autour du SMIC. Nous avons mis en place une prime défiscalisée, j'invite évidemment chacun à se saisir de cette opportunité. Nous avons baissé les impôts des ménages les plus modestes. Au bout du compte, pour une personne qui touche le SMIC, c'est 170 euros en moyenne en plus chaque mois. C'est considérable, uniquement grâce aux aides de l'Etat et au soutien fiscal, incluant aussi évidemment la suppression de la taxe d'habitation.

J'invite toutes les entreprises à se poser cette question de la juste rémunération des salariés les plus modestes en sortie de crise. Je ne donne pas des indications, je ne suis pas là pour dicter le comportement des entreprises. Je dis juste que c'est un débat qui aura lieu, qui est légitime et auquel nous devons apporter des réponses positives.

Le deuxième sujet sur lequel je me suis beaucoup engagé et que je veux souligner aussi ce matin, c'est celui de l'égalité entre les femmes et les hommes. Beaucoup a été fait dans les conseils d'administration grâce à la loi Copé-Zimmermann. J'ai soutenu là aussi, contre vents et marées, la proposition de loi de la députée Marie-Pierre Rixain qui vise à avoir 30 % de femmes dans les instances dirigeantes en 2027 et 40 % en 2030.

Cette proposition de loi est une bonne proposition. L'égalité femmes-hommes est un atout majeur pour la société française. Ce n'est pas une contrainte. Autant je peux entendre sur les salaires que oui, c'est une contrainte. Il y a une compétition. C'est vrai que c'est difficile, mais nous allons nous battre et nous allons y arriver pour que les salariés les plus modestes soient mieux rémunérés. Autant je ne comprends pas qu'on puisse m'opposer la moindre idée de contrainte sur l'égalité femmes-hommes dans les instances dirigeantes. Tout ce qu'on me présente, ce sont des excuses. Il n'y a pas assez d'ingénieurs, il n'y a pas assez de recrutement, il n'y a pas de vivier.

Cette expression, il n'y a pas de vivier, je vous le dis comme je le pense, elle est insupportable. Il y a autant de femmes que d'hommes dans la société française, donc il doit y avoir une égalité entre les femmes et les hommes, y compris dans les instances dirigeantes.



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Oui, il reste un travail considérable à faire pour que dans les écoles d'ingénieurs il y ait autant de femmes que d'hommes. Oui, il y a un travail considérable à faire au niveau de l'éducation et de l'enseignement supérieur. Oui, c'est à chaque fois un combat. Mais au sortir de ce combat, la France en sortira plus juste et plus forte.

L'égalité femmes-hommes est une des conditions pour que notre société soit plus juste et plus forte et que notre économie soit plus efficace. C'est une conviction absolue que je porte au fond de moi. Saisissez-vous là aussi de cette opportunité, l'égalité femmes-hommes n'est pas une contrainte, c'est une chance. Je le vois comme responsable politique tous les jours.

Enfin, un tout dernier mot qui est un mot de fierté. Je suis fier depuis plus de 4 ans que je dirige le ministère de l'Économie et des Finances, des entreprises françaises et des entrepreneurs français. Je sais qu'il est de bon ton à chaque fois de se jeter des sacs de cendre sur la tête « On n'a pas réussi. On n'y arrive pas. » Mais c'est faux. Ce que réussit l'économie française à l'heure où je vous parle en 2021, est exceptionnel.

Nous sommes un pays de 65 millions d'habitants qui arrive à tenir son rang sur la scène économique internationale, qui continue à avoir des champions mondiaux dans le domaine de l'énergie, de l'électricité, de la gestion des déchets, du traitement des eaux, de l'industrie automobile, dans tous les secteurs d'activité. Nous dictons sur certains domaines ce qu'est la tendance, ce qu'est la ligne.

C'est vrai, cher Maurice Lévy, dans le domaine de la publicité. Nous avons, en matière d'innovation, des qualités exceptionnelles, nous avons des écoles de mathématiques les meilleures au monde. Nous sommes en train dans certains secteurs, je pense au calcul quantique, je pense aux batteries électriques, je pense aux semi-conducteurs d'enregistrer des succès qui sont de classe mondiale. Soyez donc fiers de vous.

Je souhaite que les entrepreneurs français qui soient patrons d'une TPE ou d'une très grande entreprise du CAC 40 soient fiers de ce qu'ils réussissent et qu'ils se disent qu'au sortir de cette crise, l'économie française va sortir encore plus puissante, encore plus efficace et encore plus juste. En tout cas, c'est ma conviction profonde.

Merci à tous et je vous souhaite de très bons travaux ce matin au ministère de l'Économie, des Finances, et de la Relance qui vous accueille avec grand plaisir.

Merci à tous.